

=====

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

=====

BULLETIN INTERIEUR

Compte rendu du Comité Central de juin

S O M M A I R E

- 1) Lettre au S. I.
- 2) Résolution politique
- 3) Résolution sur le P. C. F.
- 4) Résolution financière
- 5) Résolution sur la diffusion de la "VT"

=====

Section Française de la Quatrième Internationale

=====

Prix : 0,50 N.F.

## 1. Lettre au S. I.

Le Bureau Politique et le Comité Central de la Section Française, assurent le Secrétariat International, de leur soutien politique et pratique le plus total dans la répression qui frappe actuellement notre Internationale.

Tous les camarades de la direction de la Section française, sont à la disposition de l'Internationale pour effectuer toutes tâches nécessaires en cette période.

Le Bureau Politique demande des directives précises au Secrétariat International, en vue de mener une campagne politique et matérielle la plus efficace possible pour la défense et la libération des camarades du Secrétariat International, emprisonnés.

Le Bureau Politique

2 juillet 1960

---

## 2. RESOLUTION POLITIQUE

### I. Le tournant de la situation internationale

L'échec de la Conférence au sommet, sans qu'elle se soit même tenue, marque un tournant important de la situation internationale. Cet échec n'est pas dû à des circonstances fortuites, mais à l'incapacité des forces qui recherchent le statu quo, à assurer celui-ci devant une nouvelle et profonde détérioration du rapport des forces aux dépens de l'impérialisme (événement d'Afrique du Sud, Corée du Sud, Turquie, Japon...).

Dans cette situation, les impérialistes s'étaient raidis et refusaient toute concession sur BERLIN. Dans le camp des Etats ouvriers, le fiasco de la politique suivie par KROUCHTCHEV, était visible ; les dirigeants chinois attaquaient ouvertement celle-ci : divers indices permettent de penser qu'en URSS même, cette politique était attaquée, ce qui ne signifie pas que ce fut fait par des éléments de l'ancienne fraction stalinienne.

La rupture de la Conférence, ne signifie pas le retour immédiat, purement et simplement, à la situation de "guerre froide" des années qui suivirent la rupture de la coalition du temps de guerre ; il est clair que la crainte de la guerre pèse sur tous les gouvernements, et que les freins fonctionnent pour retarder le glissement sur la pente d'un nouveau conflit mondial.

. . . / . . .

Mais l'échec de la Conférence, signifie certainement la dissipation de pas mal d'illusions sur la "coexistence pacifique", sur les "voies pacifiques", et il stimulera encore davantage les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes qui se sont développées au cours de la dernière période. Cet échec contribuera aussi à renforcer les courants qui, dans les PC, n'avaient suivi qu'à regret les conséquences pro-collaboration de la classe de la politique dite de "détente", et par conséquent, il renforcera les courants favorables à l'action de classe des travailleurs.

La perspective ainsi ouverte est celle d'un durcissement de la situation et d'une aggravation de la lutte de classe dans le monde. Une des premières manifestations de cette situation nouvelle, a été la magnifique lutte des étudiants et ouvriers japonais, obligeant EISENHOWER à renoncer à son voyage au Japon, et ouvrant une période pré-révolutionnaire dans ce pays d'Extrême Orient, pivot de la politique américaine dans le Pacifique, qui est un pays hautement industrialisé, avec un mouvement ouvrier radicalisé qui n'est pas sous le contrôle d'un parti dépendant de MOSCOU ou de PEKIN.

Un des facteurs les plus remarquables de la dernière période, a été l'apparition et la manifestation, sur la scène politique, de larges courants de jeunes, d'une jeunesse qui n'a pas connu la dernière guerre ou n'en a pas de souvenirs effectifs, et qui s'est montrée, très radicale dans ses pensées et très audacieuse dans ses actions.

## II. Le tournant de la situation française

Dans toutes les années marquées par la guerre d'Algérie, on avait assisté, en France, à une détérioration de la situation qui se développait en sens contraire de l'évolution de la situation internationale : l'avènement au pouvoir du régime gaulliste, avait été une des rares défaites du mouvement ouvrier, depuis des années.

A l'évolution de la situation internationale dans les récents mois, paraît correspondre une nouvelle évolution encore bien faible et bien lente de la situation française, en sens contraire des années précédentes, c'est-à-dire une évolution marquée par une ranimation du mouvement des masses, un réveil de l'intérêt politique, la politisation de couches importantes dans la jeunesse.

Ce tournant, certainement favorisé par les événements internationaux, a été provoqué surtout, par l'incapacité du régime bonapartiste à apporter une fin à la guerre d'Algérie. Les déclarations de DE GAULLE, après l'échec du putsch fasciste d'ALGER, sur une guerre qui durera des années, ont contribué à

dissiper de nombreuses illusions sur DE GAULLE, et ont entraîné un isolement croissant du pouvoir par rapport aux grandes masses et aux formations politiques bourgeoises et ouvrières subsistant de la période de la démocratie bourgeoise.

Le bonapartisme est ainsi apparu sous une forme plus dépouillée que jamais, sans qu'il ait encore montré son aspect de régime brutal, d'appareil d'Etat exerçant la force pour réprimer les manifestations politiques et les aspirations revendicatives.

Dans ce contexte général, deux phénomènes importants se sont produits dans la dernière période : la poussée revendicative du printemps 1960, et une poussée anti-guerre d'Algérie dans la jeunesse.

a) la poussée revendicative : déjà en 1959, on avait pu noter un certain mécontentement des masses au sujet de leurs conditions de vie, mais les mouvements avaient été très limités. La menace de réquisition des cheminots avait suffi à empêcher une grève de 24 heures.

En 1960, les mouvements revendicatifs ont pris une extension qui a surpris le gouvernement aussi bien que les organisations syndicales. La cause principale qui a favorisé la poussée revendicative, c'est la détérioration du climat politique, la perte d'autorité du régime, résultant de son incapacité à faire la paix en Algérie.

Il doit être possible, maintenant, de dresser un bilan de la poussée revendicative : caractère général de pression sans recherche de l'épreuve de force, mais par moment, des manifestations de durcissement localisé... On a vu aussi que toutes les directions syndicales se trouvaient sous une certaine pression pour faire le front unique, que l'échec de la Conférence au sommet n'a pas eu, sur ce point, les conséquences qu'il aurait eu, en d'autres temps et avec d'autres gouvernements. Les directions syndicales ont en général été à la remorque des mouvements, leurs interventions visant, non à coordonner et à unifier, mais au contraire, à veiller que les mouvements évitent de passer du plan de la pression à celui de l'épreuve de force.

L'accent de notre critique doit être mis, non sur tel ou tel aspect organisationnel, si important soit-il, mais sur la position prise par les grandes directions politiques et syndicales, face aux mouvements dans leur ensemble.

D'une part, bien que tout le monde ait le sentiment que la solution aux problèmes, y compris aux problèmes revendicatifs les plus élémentaires, se trouve dans la fin de la guerre d'Algérie, les directions se gardent bien de souligner avec toute la force nécessaire, ce point essentiel, en raison des implications que cela pourrait avoir. En effet, il existe encore bien des illusions sur la possibilité d'obtenir la

paix en Algérie par une pression sur le Gouvernement français, mais ces illusions sont très vulnérables, et comme nous le verrons plus loin à propos des jeunes, déjà se manifestent des courants qui comprennent que pour obtenir la paix en Algérie, il faudra avoir recours à une épreuve de force.

D'autre part, les directions politiques et syndicales se sont totalement gardé de présenter les mouvements actuels comme une étape de préparation de nouvelles luttes, d'épreuves de force, et elles se sont gardé d'ouvrir la moindre perspective politique à ces luttes. Rien contre le régime, rien pour préparer les masses à une lutte pour un gouvernement des travailleurs.

Notre critique principale doit donc porter sur le fait que les directions se sont alignées sur la partie la moins avancée des mouvements, au lieu d'utiliser ceux-ci pour mieux préparer l'avenir. Le moral ouvrier de toute façon, sortira renforcé de ces mouvements, mais il y a un "manque à gagner" pour les prochains mouvements.

b) les jeunes : la reanimation de l'intérêt politique, sur la question algérienne, a trouvé ses expressions les plus fortes dans la jeunesse. C'est surtout dans la jeunesse qu'on a demandé des interventions, différentes de celles du passé, une réelle action contre la guerre d'Algérie et ses conséquences (camps, tortures, ...). Les formes et les objectifs sont divers, souvent vagues, allant de la non-violence à la désobéissance civile et jusqu'au refus de servir (désertions, insoumissions). En même temps, se sont multipliées les actions d'aide à la Révolution algérienne de la part de Français, et surtout de jeunes.

L'existence de ces courants a trouvé son expression, notamment à l'U.N.E.F. et dans la déclaration des 53 organisations de jeunes. La prise de position de l'U.N.E.F. reflète l'évolution relativement récente de la jeunesse estudiantine : là où la réaction avait ses principaux bastions, il y a seulement quelques années, elle se trouve ne plus être qu'une minorité assez faible.

Ces courants dans la jeunesse ne sont pas à présent encadrés par les organisations ; il est peu probable que les vieilles directions parviendront à mettre au pas ces courants, même lorsqu'ils se développeront dans la jeunesse ouvrière plus apte à s'inscrire dans la discipline du mouvement ouvrier. Il est au contraire bien plus probable que ces courants de jeunes exerceront des effets considérables pour stimuler et porter à des paroxysmes, la crise des organisations traditionnelles.

### III. Les perspectives et les tâches

La résolution adoptée par le 22ème Plenum du C.E.I., sur la situation française, ratifiée par le CC, traite la

perspective d'une recherche par l'impérialisme français, de la paix en Algérie à des conditions qui laissent une très faible marge de négociations, ce qui donnerait pendant une période relativement longue (quelques années), la possibilité d'une reprise du mouvement ouvrier et d'interventions de celui-ci, empêchant entre autres, une stabilisation du régime gaulliste.

Dans les conditions difficiles provenant de la défaite ouvrière de mai 1958, la situation a évolué selon la plus favorable variante indiquée dans cette résolution. Le mouvement ouvrier commence à se ranimer, la jeunesse entre en lutte, une de ses ailes se portant spontanément aux objectifs et aux moyens les plus radicaux ; le mouvement fasciste proprement dit s'est avéré faible, même en Algérie ; le régime gaulliste ne va pas dans le sens d'une stabilisation. Un des derniers témoignages de son affaiblissement politique, a été donné par ses meilleurs amis de la veille dans la Communauté (demande d'indépendance de l'Entente, sous la direction d'HOUPHOUET-BOIGNY).

Mais affaiblissement politique et manque de stabilisation, ne signifient pas impuissance de ce régime en face du mouvement ouvrier et de la résistance à la guerre d'Algérie. Il sera peu sensible à la pression. Par contre, il ne manquera pas de se montrer tel qu'il est, mais tel qu'il s'est efforcé de ne pas le faire voir, à savoir, répressif, brutal, dès que ses moyens cauteleux ou corrupteurs s'avèrent sans effets réels.

Précisément à cause des manifestations de ranimation ouvrière et de politisation des jeunes, le gouvernement, loin de continuer comme par le passé à louvoyer entre les pressions avant tout par des moyens du même ordre, passera bientôt à un durcissement. La perspective la plus probable est donc celle de luttes dures, de répressions, d'une accentuation de la lutte de classe.

Dans cette perspective favorable au développement des courants de gauche, dans le mouvement ouvrier, l'intervention de la jeunesse constituera un facteur nouveau, inexistant au moins depuis la fin de la 2ème guerre mondiale, un facteur qui présente des inconnues quant au rythme des événements, mais pas du tout en ce qui concerne le sens et la vigueur de son développement.

Les "gauches" qui se trouvent effrayés par les réfractaires et par ces noyaux qui commencent à se former en vue d'une "nouvelle Résistance" et prétendent que la solution peut être ailleurs, montrent qu'ils n'ont aucune idée claire du régime actuel et des perspectives de la situation française en raison de la poursuite de la guerre d'Algérie. Ceux qui ont la perspective juste, ce sont ceux qui oeuvrent à cette "nouvelle Résistance"; bien qu'il ne soit pas encore possible de mesurer avec précision, le rythme de développement des événements.

Sur le plan des tâches politiques, la lutte contre la guerre d'Algérie continue d'être l'axe de notre activité. Il faut y accorder une place très importante à la revendication d'un soutien, par les organisations ouvrières de masse, politiques et syndicales, des jeunes que leur lutte met de plus en plus en conflit avec l'Etat bourgeois.

Nous devons soutenir toutes les formes et manifestations de lutte, qui sont engagées à présent, même si elles sont déterminées par des conceptions erronées. Nous devons mener une campagne systématique pour montrer que la lutte contre la guerre d'Algérie ne peut être menée effectivement et à fond, que comme lutte de défense de la Révolution algérienne, pointe avancée de la révolution coloniale, elle-même élément essentiel de la révolution mondiale. La lutte contre la guerre d'Algérie doit également être menée par le mouvement ouvrier, dans la perspective d'une lutte pour renverser le régime gaulliste, non au profit d'une réédition de la IVème République, rénovée ou non, mais pour porter au pouvoir, un gouvernement des travailleurs, entamant la construction d'une société socialiste.

Le discours de DE GAULLE, du 14 juin, constitue un léger recul par rapport aux déclarations précédentes, qui a permis au G. P. R. A. d'envoyer une première délégation, sur pied d'égalité, sans rien qui puisse ressembler de près ou de loin à une capitulation. Les divergences des points de vue sont encore très considérables et de ce fait, il est à prévoir que les négociations seront longues, entre-coupées d'arrêts, sinon de ruptures temporaires.

Quels peuvent être les effets de ce début de négociations ? Tout d'abord on a pu constater que la réaction, tout en ressentant le coup qu'elle a ainsi reçu, s'est montrée très prudente de crainte que la moindre intervention de sa part, suscite une riposte beaucoup plus grande. C'est là un témoignage du renversement de tendances (non du rapport des forces) qui s'est produit. Autres témoignages : les rapprochements de courants dans la SFIO et dans FO, avec les syndicats de la CGT et même avec les élus du PCF.

Mais d'autre part, l'annonce de négociations a eu pour effet de démobiliser en partie, la partie la plus réformatrice, sous prétexte de ne pas gêner les négociations.

Dans l'état actuel, étant donné, la reanimation faible mais certaine qui s'est manifestée, et le fait qu'elle est due à des courants profonds dans les masses, il est probable qu'on assistera seulement à un ralentissement ou à une atténuation conjoncturels, mais que la prolongation des négociations agira ensuite comme un stimulant pour une intervention de masse plus forte en faveur de la paix.

En ce qui concerne les mouvements qui se sont produits dans la jeunesse, il est possible que le fait des négociations entraîne des variations dans les formes de résistance à la guerre

re d'Algérie. Au lieu du refus de partir pour cette guerre, il est possible que l'idée du retour du contingent trouve un écho jusque dans l'armée elle-même.

La nécessité pour nous de soutenir toute action pour faire pression sur le Gouvernement français, n'est pas du tout contradictoire avec une campagne systématique pour l'indépendance de l'Algérie. Notre intervention est tout à fait indépendante des positions que le GPRA peut être amené à prendre, compte tenu de l'effort déjà fourni par le peuple algérien et de la faiblesse de l'aide qu'il a reçue des travailleurs français.

L'échec de la Conférence au sommet, est à utiliser pour combattre le révisionnisme le plus dangereux de la période actuelle, celui des "voies pacifiques" etc..., désarmant les travailleurs. En particulier, les interventions des Chinois doivent être exploitées pour rappeler les enseignements léninistes sur la question de la guerre.

Sur le plan des tâches organisationnelles, l'intervention de nouvelles couches jeunes, dans la vie politique, sans mettre en cause en quoi que ce soit, l'entrisme sui generis, rend plus impérieux le renforcement du travail indépendant, plus particulièrement en direction de ces jeunes et de leurs préoccupations. Dans ces couches se trouve un domaine d'activité, primordial en vue d'un recrutement essentiel pour l'avenir de notre mouvement.

En ce qui concerne le travail entristé, c'est évidemment la question de l'aide à la jeunesse dans la lutte contre la guerre d'Algérie et de cette lutte qui sera de plus en plus au centre des préoccupations des militants, et c'est à partir d'elles que se développeront de nouvelles luttes intérieures et éventuellement, de nouveaux courants d'opposition.

---

### 3. RESOLUTION SUR LE P.C.F.

I. A la période d'agitation oppositionnelle, a fait place, dans le PCF, une période de repli politique et de régression organisationnelle ; les interventions des opposants sont de moins en moins nombreuses ; le PCF en tant que tel, ne se manifeste plus que très peu dans la classe et presque exclusivement par le canal de ses membres qui ont des fonctions responsables dans les organisations de masse.

Cette désaffection, en contradiction avec l'augmentation du pourcentage des voix aux élections partielles, et du nombre des suffrages pour les listes de la CGT aux élections professionnelles, est déjà par elle-même, le témoignage du cheminement de la crise dans le PCF.

... / ...



L'esprit critique, toujours aussi vivace, trouve l'occasion de s'affirmer à propos du retour au culte de la personnalité dans l'organisation de l'action contre la "guerre d'Algérie". Bien que le livre de Jean BABY n'ait pas provoqué dans les rangs de l'organisation de véritables débats, le seul fait que l'auteur, vieux militant d'avant-guerre, ait pris la plume pour écrire un livre de plusieurs centaines de pages est révélateur de la persistance d'un climat critique dont nous devons répéter qu'il ne pourra jamais plus être résorbé. Le discours improvisé de THOREZ à IVRY, à l'occasion de son 60ème anniversaire, donne une idée probablement assez juste des soucis de la direction face à un Parti qui compte maintenant un grand nombre d'insatisfaits et un nombre non négligeable de militants sensibilisés à des problèmes d'un haut niveau politique.

La cohésion de la direction n'est apparemment plus ce qu'elle était autrefois, car il devient de plus en plus difficile de faire obéir le Parti. Les récentes controverses entre les leaders du PCUS et ceux du Parti Communiste Chinois, les dernières déclarations de GOMULKA réclamant une coordination des économies socialistes, sont de nature à provoquer une nouvelle instabilité dans le monde post-stalinien, qui inquiète certainement les hauts sommets du PCF.

Il faut comprendre l'enjeu de la polémique qui porte sur les problèmes les plus élevés : la coexistence pacifique, les voies qui mènent au socialisme.

Sans doute, il ne faut pas écarter l'hypothèse que la direction du PC Chinois, dans le cas où la Chine serait admise à l'ONU, se rapproche des points de vue du PCUS. Il ne faut pas non plus, sous-estimer la possibilité que le PCUS et le PC Chinois, puissent camoufler aux yeux de l'opinion communiste, leurs désaccords. Cependant, de par sa position, de par ce qu'il représente, le PC Chinois est plus sensible qu'aucun autre, à la poussée de la Révolution coloniale en plein essor. Aussi, la bureaucratie soviétique et ceux qui la soutiennent, pris, entre les exigences du PC Chinois et les critiques de la Ligue des Communistes Yougoslaves défenseurs des Conseils ouvriers, ne dominent plus sans partage dans le monde communiste. Ce rebondissement de la crise internationale du stalinisme qui ne pourra que croître, sera un facteur important de la politisation des membres du PCF.

II. La crise du PCF n'a pu aboutir jusqu'ici à aucun grand changement, à cause surtout d'un certain nombre de facteurs objectifs qui ont favorisé la direction thorezienne : avant tout l'apathie et l'indifférence de la classe ouvrière alimentée par la politique du PCF depuis des années ; apathie et indifférence qui ont rendu possible l'installation de régime de pouvoir personnel.

Ce n'est que lorsque l'affaiblissement irréversible du prestige du noyau dirigeant se combinera avec l'essor de la lutte contre la bourgeoisie que la crise dans le PCF reprendra les formes que nous avons connues pendant une courte période de l'année 1956 et pourra déboucher sur une issue positive. Ce n'est qu'à ce moment seulement que se redessinera un courant de gauche. Le rythme auquel se constituera ce courant est donc étroitement lié à l'évolution de la situation générale tant internationale que nationale.

. . . / . . .

Or, dans la toute dernière période, deux événements de grande importance se sont produits. D'abord, les déclarations de De Gaulle dans les popotes algériennes, aux termes desquelles la guerre durerait encore des années. Les militants des organisations ouvrières, aussi bien ceux de la SFIO que ceux du PCF, aussi bien ceux de la CFTC et de FO que ceux de la CGT, ont reçu, en entendant celui en qui ils avaient mis plus ou moins secrètement confiance, un coup de fouet salutaire. L'apathie, aussi bien dans le domaine des luttes revendicatives que dans celui de la lutte anti-colonialiste, n'est plus aussi grande.

L'ajournement de la Conférence au Sommet est sans doute de nature à éloigner des militants du PCF, ceux qui militent dans les organisations réformistes traditionnelles, mais il peut contribuer à dissiper beaucoup d'illusions dans les rangs du PCF et dans ceux de la CGT. La tension entre les Etats Ouvriers et l'impérialisme, peut être un facteur de politisation qui, joint aux difficultés accrues de la réalisation du front unique, conduira certains à examiner avec plus de profondeur, des problèmes comme ceux de la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme, du front unique révolutionnaire, examen qui peut faire comprendre en quoi la politique du PCF est à la fois sectaire et opportuniste.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, en rapport étroit avec la perspective de longs pourparlers entre le gouvernement français et le GPRA, nous sommes entraînés à assister à la politisation d'une nouvelle couche de jeunes. Il ne s'agit encore que d'éléments étudiants, mais il n'est pas possible de penser que les jeunes ouvriers ne suivront pas ultérieurement et ne prendront pas, par la suite, leur place, c'est-à-dire la première.

Sans doute, nous ne sommes encore qu'au début d'une nouvelle situation. La question des rythmes n'est pas négligeable et toute surestimation de notre part nous ferait commettre des erreurs préjudiciables à l'efficacité de notre intervention ultérieure.

Il n'en reste pas moins que c'est en fonction d'une nouvelle situation que nous sommes appelés à examiner notre activité actuelle dans le PCF. Nous devons réaffirmer que c'est avant tout par notre présence dans le PCF par la participation à toutes les activités quotidiennes de ces organisations que nous pourrons influencer à une autre étape, le développement d'un courant de gauche. Il n'y a rien à changer à cela, même si l'on constate que des couches d'étudiants et de jeunes travailleurs, échappent souvent à l'emprise du PCF. Dans leur grande majorité, les jeunes pour combattre, essaient, lors des grands combats de l'avenir, d'utiliser et d'éprouver l'instrument tout fait qu'est le PCF. Cela n'est pas contradictoire avec le fait qu'au niveau d'une petite avant-garde, notre Parti en tant que tel, même dans l'immédiat, a la possibilité de recruter et de renforcer le secteur indépendant, absolument indispensable pour le succès de notre orientation.

III.- Quoi qu'il en soit, nos militants dans le PCF doivent soulever plus que jamais les problèmes de la jeunesse et se lier activement

aux éléments jeunes du PCF dont les préoccupations quotidiennes et les aspirations sont bafouées. Chacune des organisations de base a reçu la directive de constituer des cercles de J.C. Nous devons nous y employer, être les meilleurs pour la réalisation de ce travail et y prendre activement part et si nous le pouvons, y acquérir des responsabilités.

A l'heure actuelle, si notre travail reste principalement un travail à la base du PCF, le problème de notre participation, sous une forme à étudier concrètement, aux diverses gauches, l'opposition communiste, doit retenir notre attention.

Trois groupes restent en piste. "LE COMMUNISTE" de Michèle Mestre, "LA VOIE COMMUNISTE" et "UNIR POUR LE SOCIALISME". Ces groupes, par leur audience et leur activité dans le PCF, sont d'inégale importance.

"UNIR POUR LE SOCIALISME", malgré la clandestinité regrettable de ses animateurs, est de beaucoup le mieux placé de tous ces organes. Publication émanant d'authentiques membres du PCF, "UNIR POUR LE SOCIALISME", créé en 1952 et qui tire à quinze mille exemplaires, vient de prouver sa capacité d'intervenir efficacement dans le PC français.

Cette constatation doit nous inspirer un certain nombre de décisions.

"LA VOIE COMMUNISTE" est toujours le groupe hétérogène que nous avons connu. "LA VOIE COMMUNISTE" maintient son tirage mais sa direction semble affectée de troubles organisationnels sinon politiques. Il est possible, contrairement à la période qui a suivi notre XIIIème congrès, d'influencer le groupe dirigeant dans un sens plus conforme à notre manière de voir.

Si la "VOIE COMMUNISTE" n'a pas l'importance dans la lutte intérieure d'une publication comme "UNIR POUR LE SOCIALISME", elle peut tenir comme tribune communiste de discussion un secteur dans lequel nous devons être présents. Son audience parmi une petite avant-garde de jeunes peut en faire une publication utile dans le renouveau du mouvement communiste.

Les 25 et 26 JUIN 1960

#### RESOLUTION FINANCIERE.

Les efforts entrepris par le parti depuis un an ont permis d'avoir enfin une trésorerie saine, mais le C.C. estime indispensable le passage de notre activité à un niveau supérieur. Ceci exige, compte tenu de nos forces, une augmentation importante de notre budget (l'augmentation du nombre de nos membres en est un). Mais les efforts en ce sens sont encore trop limités et le fait de peu de camarades.

Il en va de même pour la collecte des sympathisants.

.../...

Par ailleurs, le C.C. rappelle que le total des phalanges et cotisations de chaque camarade doit représenter approximativement une journée de travail par mois ; les cellules devront tenir compte des situations particulières. Il estime qu'à l'exception de cas très limités, les phalanges ne devraient pas être inférieures à 10 NF. par mois.

Pour les camarades ayant un salaire mensuel de 1.000 NF, des engagements particuliers devront être pris par eux, compte tenu de leur situation familiale et professionnelle. Les cellules devront faire connaître au B.P le nom de ces camarades. Celui-ci déléguera l'un de ses membres pour examiner avec eux leur situation.

Cette résolution sera appliquée avant le 30 Septembre.

XXXXXXXX

DIFFUSION DE LA VERITE DES TRAVAILLEURS!

Il est décidé d'abandonner l'ancienne diffusion, trop complexe, des N.M.P.P. et d'adopter la diffusion suivante :

- 1) Bibliothèques du métropolitain de Paris (correspondances et têtes de lignes)
- 2) Kiosques du quartier latin.
- 3) Kiosque des gares de Paris et de sa banlieue
- 4) Kiosques des gares de plus de 25.000 habitants ainsi que les secteurs où l'activité du parti se manifeste amplement (Vernon).

Les camarades chargés de l'administration du journal veilleront à ce que celui-ci soit présent dans les secteurs où la conjoncture politique locale permettrait un développement de notre influence.

Le CC. décide que chaque membre de l'Organisation recevra le journal comme un abonné, à charge des secrétaires de cellules de percevoir la somme de l'abonnement avant le 31 DECEMBRE.

Etaients présents à cette session du CC. les camarades suivants :

- BERI, BRUNO, COLIN, DOMINIQUE, JORIS, FRANK, GUILLEMAIN, GERVAISE.
- LENOIR, MICHAEL, ROLAND, REGNAULT, SERGE, MARGUERITE, MARECHAL, VICTOR.

Etaients excusés :

- ANSELME, CADOT, CAMILLE, LAURENT, MAX, PRIVAS, ROBERT.

Les textes ci-dessus ont été adoptés à l'unanimité.